

## Séance publique du lundi 22 juillet 2013

**Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

### Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

## Protocole transactionnel Commune de Montpellier - Société des Transports de l'Agglomération de Montpellier

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de sa politique en matière de déplacements, la Commune de Montpellier a procédé à la requalification urbaine du boulevard du Jeu de Paume sur une période couvrant les années 2012 et 2013 (fin des travaux avril 2013).

Pour ce faire, la Commune a voulu s'adjoindre les services d'un assistant à maîtrise d'ouvrage ayant notamment pour mission de l'assister dans les procédures d'attribution et de suivi des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à l'opération.

Un avis d'appel public à candidature a été publié en ce sens le 21 décembre 2011.

Après réception des candidatures, analyse et négociations, l'offre de la société des transports de l'agglomération de Montpellier a été retenue comme étant la plus économiquement avantageuse pour la collectivité.

L'acte d'engagement a donc été signé et le marché notifié à la société attributaire ; laquelle a procédé aux prestations attendues.

Dans le cadre de la mise en paiement des factures du prestataire, il a cependant été constaté qu'à la suite d'une erreur matérielle l'acte d'engagement avait été signé sans qu'une décision d'attribution exécutoire préalable ait été prise dans les formes.

Une telle situation ne peut être régularisée a posteriori et rend aujourd'hui impossible le paiement sur une base contractuelle.

Lesdites prestations ont pourtant bien été exécutées, de bonne foi et dans des conditions satisfaisantes, sous la conduite de la Commune.

La société des Transports de l'Agglomération de Montpellier n'a donc pas à supporter le préjudice d'une absence de rémunération pour une erreur matérielle imputable à la Commune.

En conséquence, en application tout à la fois des dispositions de l'article 2044 du Code Civil, des dispositions de l'article L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de la théorie dite de l'enrichissement sans cause, il vous est proposé d'approuver le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier.

Le protocole en question, joint en annexe, prévoit le paiement à la société des transports de l'agglomération de Montpellier d'une indemnité forfaitaire de 96 800 euros HT.

Cette somme correspond au montant des dépenses exposées au profit de la Commune.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la Société des Transports de l'Agglomération de Montpellier ;
- D'approuver les termes du protocole joint en annexe à la présente délibération ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur le chapitre 908 ;
- D'autoriser madame le Maire ou son adjoint délégué à signer ledit protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 23 juillet 2013**